

PIERRE TARTAKOWSKY,  
président de la LDH

# La preuve de l'électeur,

L'électeur est le pudding de la démocratie. On sait que dans la dispute qui l'oppose aux théories de Berkeley, Engels se saisit du dicton britannique pour asséner : « *La preuve du pudding, c'est qu'on le mange.* » Eh bien, la preuve que l'électeur existe, c'est qu'il s'abstient. C'est même une maxi-preuve, si l'on s'en tient aux résultats consécutifs et préoccupants des deux élections partielles de l'Oise, en mars, et de Villeneuve-sur-Lot, en juin. Au vu des chiffres, les abstentionnistes sont même – et de loin – le premier parti de France : 64,7 %, pour le premier tour de la première, plus de 54 %, pour la seconde... Dans les deux cas, cette abstention fait le jeu de la droite, et singulièrement de l'extrême droite. Le candidat du Front national dans l'Oise a recueilli 48,4 % des voix, et celui de Villeneuve, 26,4 %. Attardons-nous sur Villeneuve-sur-Lot : la défaite de la gauche est sans ambiguïté. Le candidat du Parti socialiste n'avait certes pas la partie facile, puisqu'il aurait dû « succéder » à Jérôme Cahuzac, dont on se souvient qu'il a déclenché une véritable catastrophe démocratique. Mais le résultat obtenu aboutit à son élimination dès le premier tour, puisqu'il n'a même pas atteint les 12 % nécessaires pour se maintenir. Le Front de gauche aurait pu récupérer ces voix de gauche, qui se sont éloignées du candidat PS pour des raisons de moralité publique. Il n'en a rien été. L'UMP aurait pu danser de joie, n'était le score du Front national, qu'elle ne devance que de trois petits points... Pourquoi ruminer ces mauvais souvenirs, pourquoi revenir sur des élections déjà lointaines ? Parce que l'Oise et Villeneuve-sur-Lot ne sont pas des isolats ; parce qu'elles nous parlent de la France ; parce qu'elles dressent un état des lieux qu'il n'est pas possible d'ignorer, sauf

à s'en accommoder. Ce à quoi nous ne voulons justement pas nous résigner. Il ne s'agit ni de se faire peur, ni d'agiter des fantasmes de résurgences historiques plus ou moins bien inspirés. Mais de prendre en considération la démobilisation des électors de gauche. C'est dans la masse des abstentionnistes que se trouvent les réserves qui peuvent permettre de faire échec à l'OPA de l'extrême droite sur la vie politique du pays. Et d'éviter une situation désespérante dans laquelle, pour éviter une victoire frontiste, on opterait pour un choix qui n'aurait guère de républicain que les apparences. Quelques minutes après l'annonce des résultats, le premier secrétaire du PS appelait les électeurs à « *faire barrage au candidat du Front national* ». Entre les mâchoires de l'étau, les perspectives de changement sont laminées.

## Une abstention aux racines connues

Cette situation prend des allures de catastrophe, sans que cela nous étonne. Il est toujours facile de jouer les Cassandre, même si c'est un rôle peu avantageux. Mais n'ayons pas la mémoire courte ! Lors de son récent congrès tenu à Niort, la LDH s'est adressée au président de la République sous forme d'une Adresse solennelle. Nous dressions quelques constats, avec sévérité mais sans acrimonie : l'espoir d'un « *changement maintenant* », à ce jour déçu ; une finance désignée comme un adversaire, mais qui règne toujours ; un chômage en augmentation et une paupérisation qui inquiètent jusqu'aux catégories moyennes et moyennes supérieures de la population. On peut évidemment discuter ces affirmations, hausser les épaules en pointant qu'elles ne font pas bilan,



Il s'agit de prendre en considération la démobilisation des électeurs de gauche. C'est dans la masse des abstentionnistes que se trouvent les réserves qui peuvent permettre de faire échec à l'OPA de l'extrême droite sur la vie politique du pays.



## c'est qu'il s'abstient

que le gouvernement gère des contraintes. On peut. Mais l'électeur s'abstient. La preuve...

Nous ajoutons que le gouvernement de Jean-Marc Ayrault avait certes « *beaucoup écouté la société civile mais sans l'avoir, semble-t-il, entendue. Les grands débats nécessaires à la réussite du changement – sur la politique migratoire et les demandeurs d'asile, la politique de sécurité, les réformes démocratiques, l'avenir de la jeunesse – ont été, jusqu'à ce jour, évacués* ».

Force est de constater que cette absence d'écoute, le renvoi à plus tard du changement qui l'accompagnerait, sont à la racine de l'abstention avec, en prime, le poids nauséeux des affaires à la Cahuzac. Le pire, c'est qu'elle perdure, en flirtant avec le déni. Au lendemain de l'élection de Villeneuve-sur-Lot, le Premier ministre et le Président attribuent le mauvais résultat électoral à l'effet Cahuzac. Terrible myopie.

### Face aux périls montants, réhabiliter l'espoir

Ces réactions, qu'accompagne une certaine teneur polémique, sont de mauvais augure pour les élections municipales et européennes. Or, il est urgent et central d'opposer un espoir concret aux thématiques désespérées et haineuses qui font le lit du Front national et, avec lui, de la myriade de groupuscules plus ou moins identitaires, et dont les manifestations suintent de violence. Le meurtre de Clément Méric par l'un de ces militants néofascistes n'est que l'une des manifestations, tragique, ô combien tragique, de cette montée. S'y opposer n'est imaginable qu'en opposant une autre politique aux impératifs désastreux des gestions néolibérales. L'espoir,

cet indispensable carburant de la citoyenneté, doit être réhabilité. Il ne peut l'être qu'au prix d'une défense bec et ongles de l'égalité des droits, de la réaffirmation de l'intérêt général, de la fraternité, de la solidarité face aux dangers du présent.

L'objectif doit être, clairement, de s'opposer à la démagogie sociale de l'extrême droite, à l'opportunisme de la droite tentée par des alliances, à la pusillanimité des forces qui sont tentées de reprendre à leur compte les valeurs du sécuritaire et de la xénophobie, avec l'idée fautive de désarmer électoralement la droite.

Il nous faut – avec le plus de partenaires possibles – dénoncer, inlassablement, le fait que l'extrême droite se réclame d'une pseudo-opposition au chômage, à la pauvreté, à l'explosion des inégalités et de la précarité.

Il nous faut – avec le plus de partenaires possibles – dénoncer ses stigmatisations de boucs émissaires : étrangers ou soi-disant tels, immigrés, avec ou sans papiers, homosexuels, juifs et francs-maçons...

Il nous faut enfin, et avec fermeté, réaffirmer notre refus de toute politique publique légitimant de fait ces retours xénophobes et racistes. C'est bien en réaffirmant concrètement les droits des étrangers, des migrants, des Roms et de tous ceux qui sont tenus en lisière des droits fondamentaux, qu'il est possible de rassembler largement contre les périls montants. Car ces droits sont, de façon indivisible, ceux qui fondent la République telle que nous l'aimons : fraternelle, égale et libre. ●